COMMUNE DE MAUPERTHUIS

**Nombre de membres en
exercice:** 9

Séance du 07 février 2022

Présents : 8

L'an deux mille vingt-deux et le sept février l'assemblée régulièrement convoquée le 31 janvier 2022, s'est réunie sous la présidence de Dominique CARLIER

Votants: 9

Sont présents: Dominique CARLIER, Michaël PEROTIN, Sandrine TISSIER, René HOCQUERELLE, Frédéric OBRINGER, Sylvie COQUOIN, Philippe CHIPAUX, Franck MEIGNEN

Représentés: Lydie FEVRIER par Dominique CARLIER

Excuses:

Absents:

Secrétaire de séance: Sylvie COQUOIN

Objet: APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 JANVIER 2022 - DE 008 2022

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ADOPTE** le compte-rendu de la séance du 08 janvier 2022, tel qu'annexé à la présente délibération.

Objet: SOLLICITATION D'UN CONTRAT RURAL (COR) - DE 009 2022

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les objectifs de la politique des contrats ruraux, élaborés conjointement par le Conseil Régional et le Conseil Départemental, et permettant d'aider les communes de moins de 2 000 habitants et syndicats de communes de moins de 3000 habitants à réaliser un programme pluriannuel d'investissements concourant à l'aménagement durable d'une partie du territoire régional.

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît souhaitable de solliciter un contrat rural portant sur « les opérations suivantes » :

- Rénovation de l'éclairage public,
- L'aménagement de voirie et
- La réhabilitation de bâtiments publics

Le montant total des travaux s'élève à 313 515.96 € H.T.

Le complément du montant HT ainsi que la TVA à la charge de la commune seront financés par fonds propres.

Le Conseil Municipal s'engage:

- sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération,
- sur la maîtrise foncière et/ ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat,
- sur le plan de financement présenté,
- sur une participation minimale conforme aux dispositions légales en vigueur et sur le financement des dépassements éventuels,

- à réaliser le contrat dans un délai maximum de **trois ans** à compter de la date d’approbation du contrat par la dernière assemblée délibérante et selon l’échéancier prévu,
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d’entretien des opérations liées au contrat,
- à ne pas commencer les travaux avant l’approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et Départemental,
- à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans,
- à mentionner la participation de la Région Ile-de-France et du Département Seine et Marne et d’apposer leur logotype dans toute action de communication,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté par Monsieur le Maire et décide de programmer les opérations décrites plus haut pour les montants indiqués suivant l’échéancier présenté.
- **SOLLICITE** Madame la Présidente du Conseil Régional d’Ile-de-France et de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Seine et Marne l’attribution d’une subvention conformément au règlement des nouveaux Contrats Ruraux, au taux de 40 % pour la Région et de 30 % pour le Département.
- **DECIDE** de déposer un dossier en vue de la conclusion d’un nouveau contrat rural selon les éléments exposés.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s’y rapportant.
- **DESIGNE** le cabinet STRATEGIA pour assurer le montage administratif et financier de l’opération qui les concerne, et autorise Monsieur le Maire à signer les contrats: d’accompagnement et de maîtrise d’œuvre relatif à une mission de base telle que définie par la loi sur la maîtrise d’ouvrage publique et ses décrets d’application.

Objet: DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS D'EQUIPEMENT RURAL (FER) POUR L'AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX POUR ENFANTS - DE 010 2022

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 20 novembre 2015 portant création d’un Fonds d’Equipement Rural (FER) ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la demande de subvention dans le cadre du Fonds d’Equipement Rural (FER) a pour objet l’aménagement d’une aire de jeux pour enfants pour un montant de travaux estimé à 30 654.83 € H.T.

Le Conseil Municipal s’engage :

- sur le programme définitif et l’estimation de cette opération,
- à réaliser le contrat dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de signature de la convention.
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d’entretien éventuelles de cette opération,
- à ne pas commencer les travaux avant l’approbation du Conseil départemental,
- autorise le Maire à signer tous les documents afférents à la demande de subvention,

- à ne pas dépasser 70 % de subventions publiques (ou 80 % dans le cas des monuments protégés au titre du patrimoine, et plus si autorisation préfectorale)
- certifie que la commune est propriétaire du bâtiment ou du terrain d'assiette de l'opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le programme de travaux présenté par la commune et son échancier.
- **SOLLICITE** une subvention au titre du Fonds d'Equipement Rural 2022.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signatures nécessaires.

Objet: DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE POUR L'INSTALLATION DE LA VIDEOPROTECTION - DE 011 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Régional d'Ile de France n° CR 10-16 en date du 21 janvier 2016 concernant le dispositif "Bouclier de Sécurité" ;

Vu l'arrêté de la préfecture de Seine et Marne n° 2021 CAB BCS VP 341 portant autorisation d'exploitation d'un système de vidéoprotection sur le site de la commune de Mauperthuis ;

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal la nécessité d'installer un système de vidéoprotection sur la commune.

Le coût prévisionnel pour cette installation s'élève à 57 017 € HT.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens », la commune doit recruter un stagiaire pour une durée de 2 mois.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **SOLLICITE**, la Région Ile-de-France afin d'obtenir une subvention pour cette installation de la vidéoprotection.
- **APPROUVE** le recrutement d'un stagiaire pour une durée de 2 mois.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signatures nécessaires.

Objet: DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE POUR L'INSTALLATION DE LA VIDEOPROTECTION - DE 012 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Seine et Marne en date du 16 décembre 2021 concernant le dispositif "Bouclier de Sécurité" ;

Vu l'arrêté de la préfecture de Seine et Marne n° 2021 CAB BCS VP 341 portant autorisation d'exploitation d'un système de vidéoprotection sur le site de la commune de Mauperthuis ;

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal la nécessité d'installer un système de vidéoprotection sur la commune.

Le coût prévisionnel pour cette installation s'élève à 57 017 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **SOLLICITE** le département de Seine et Marne afin d'obtenir une subvention pour cette installation de la vidéoprotection.
- **AUTORISE** Monsieur le maire à engager le projet après obtention de la subvention.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signatures nécessaires.

Objet: CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE AVEC LA SOCIETE STRATEGIA - DE 013 2022

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal la société STRATEGIA représenté par sa présidente Madame Marième TAMATA-VARIN.

Monsieur le maire propose aux membres du Conseil Municipal la signature du contrat de prestation de service de la société STRATEGIA. Le contrat aura pour objet la réalisation des prestations intellectuelles pour la gestion administrative et financière du contrat Rural 2022 pour un montant de 28 548 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le contrat de prestation de service de la société STRATEGIA.
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce contrat.

Objet: SAFER : ACQUISITION D'UN TERRAIN PAR VOIE DE PREEMPTION - DE 014 2022

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la commune de Mauperthuis a reçu le 25 août 2021, une notification de la SAFER l'informant de la vente de la parcelle B 467 en zone N, située lieu dit "Les Grignes Dents" d'une superficie de 831 m2 au prix de 4 000 € hors frais SAFER et frais de notaire. Afin de protéger cette parcelle de tout usage contraire au règlement d'urbanisme applicable sur la commune, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'acquérir ce terrain.

Considérant la convention qui nous lie avec la SAFER ;

Considérant la situation de la dite parcelle ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire a acheté la parcelle B 467 pour un montant de 4 000 € + frais y attenants.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'acquisition.

Objet: APPARTEMENT COMMUNAL : REVISION DU LOYER - DE 015 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'estimation de la valeur locative de l'appartement situé au 1er étage de la mairie effectué par France Domaine ;

Considérant la volonté de Monsieur le Maire de valoriser au mieux son patrimoine immobilier dans le sens de l'intérêt général des habitants et du bon usage des deniers publics ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **FIXE** le montant du loyer mensuel à 650 € hors charges, à la date d'entrée du nouveau locataire.

Objet: APPROBATION DU DIAGNOSTIC PREALABLE A LA RESTAURATION DE LA PYRAMIDE - DE 016 2022

Monsieur le Maire rappelle qu'en date du 22 juin 2021, le cabinet A&M Patrimoine a été chargé de réaliser une étude de diagnostic préalable à la restauration de la Pyramide de Mauperthuis. Cet édifice, classé au titre des Monuments Historiques par arrêté en date du 26 juillet 1988, œuvre de l'architecte Alexandre Théodore Brongniart, souffre actuellement de nombreux désordres qui peuvent compromettre, à terme sa conservation.

M. Jean-Paul Mauduit, architecte du Patrimoine et représentant le cabinet A&M Patrimoine, a remis les conclusions de cette étude le 2 février 2022. Il est maintenant nécessaire de procéder à l'examen de ce dossier, afin de le transmettre à M. le Conservateur Régional des Monuments Historiques d'Île-de-France en vue de son approbation par les services de l'État et afin de pouvoir mettre en place le plan de financement permettant l'engagement des travaux de restauration.

Monsieur le Maire fait observer que cet édifice est en tout point remarquable. Principal vestige du Parc de l'Élysée que le Marquis de Montesquiou a fait réaliser à partir de 1780, il constitue pour la commune de Mauperthuis un élément exceptionnel pour le développement du tourisme dans la région.

Conformément aux demandes du service des Monuments historiques, l'étude présentée ce jour s'appuie sur diverses investigations préalables :

- Une étude géologique, réalisée sur la base des renseignements fournis par M. Koeniguer, par le BET SAGA Ingenierie ;
- Un diagnostic géophysique réalisé par le bureau GÉOPAT ;

- Un relevé lasergrammétrique réalisé par le cabinet Carbonne 14 ;
- Une étude de stabilité menée par le BET Équilibre structure, sous la direction de M. Jean-Paul Mauduit.
- Une estimation provisoire des travaux, par le Cabinet Dubois, économiste de la Construction.

Le Conseil après avoir entendu cet exposé et prit connaissance du dossier diagnostic préalable à la restauration de la Pyramide de Mauperthuis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le dossier d'études de la Pyramide établi par le cabinet A&M Patrimoine ;
- **DECIDE** de proposer ce diagnostic préalable à l'approbation de M. le Conservateur Régional des Monuments Historiques d'Île-de-France, pour suite à donner ;
- **SOLLICITE** de la Direction Régionale des affaires Culturelles d'Île-de-France la programmation des subventions de l'État au titre des Monuments Historiques classés, à hauteur de 50% de la dépense estimée (valeur février 2022), et sollicite la dérogation pour l'obtention de ce taux au titre des petites communes (Pour mémoire, la population de la commune de Mauperthuis est de 480 habitants), sur la base de l'estimation jointe, augmentée de 15% au titre des honoraires, imprévus et divers, soit une enveloppe globale (arrondie) de 600 000,00 € HT (720 000,00 € TTC).
- **CHARGE** le cabinet A&M patrimoine de suivre ce dossier auprès de la C.R.M.H. d'Île-de-France, d'apporte toutes les réponses nécessaires afin d'en obtenir l'approbation, et d'engager ensuite l'ensemble des études jusqu'au dossier de consultation des entreprises. Une proposition de contrat de maîtrise d'œuvre sera soumise à M. le Maire pour répondre à ces demandes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10